Spedizione in abbonamento postale

Anno 90° — Numero 206

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Giovedì, 8 settembre 1949 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, vegganSi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo via Marco Minghetti 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; in Firenze, Via Cavour 46-r; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - Via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI DEI BOLLETTINI DELLE OBBLIGAZIONI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 luglio 1949, n. 600.

Esecuzione del Protocollo di emendamento alla Convenzione per la repressione della tratta delle donne e dei fanciulli, conclusa a Ginevra il 30 settembre 1921 ed alla Convenzione per la repressione della tratta delle donne maggiorenni, conclusa a Ginevra l'11 ottobre 1933 e relativo annesso, firmato a Lake-Success - New York il 12 novembre 1947.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Visto il regio decreto 31 ottobre 1923, n. 2749;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per l'interno e per la grazia e giustizia;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di emendamento alla Convenzione per la repressione della tratta delle donne e dei fanciulli conclusa a Ginevra il 30 settembre 1921 ed alla Convenzione per la repressione della tratta delle donne maggiorenni, conclusa a Ginevra l'11 ottobre 1933 e relativo annesso, firmato a Lake-Success New York il 12 novembre 1947 ed accettato dal Governo italiano il 5 gennaio 1949.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto conformemente a quanto stabilito dall'art. V del Protocollo di emendamento.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 luglio 1949

EINAUDI

De Gasperi — Sforza — Scelba — Grassi

Visto, *il Guardasigilli:* Grassi
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 agosto 1949
Atti del Governo, registro n. 29, *foglio n.* 113. — Carlomagno

---

***Protocole amendant la Convention pour la répression de* la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921 et la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 octobre 1933.**

Les Etats parties au présent Protocole, considérant que la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921, et la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 octobre 1933, *ont confié à la Société des Nations certains pouvoirs* et certaines fonctions et qu'en raison de la dissolution de la Société des Nations il est nécessaire de prendre les dispositions en vue d'assurer l'exercice continu de ces pouvoirs et fonctions, et considérant qu'il est opportun qu'ils soient assumés désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

Les Etats parties au présent Protocole s'engagent entre eux, chacun en ce qui concerne les instruments auxquels il est partie, et conformément aux dispositions du présent Protocole, à attribuer pleine valeur juridique aux amendements à ces instruments contenus dans l'annexe au présent Protocole, à les mettre en vigueur et à en assurer l'application.

Article II

Le Secrétaire général préparera le texte des Conventions revisées conformément au présent Protocole et en trasmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au Gouvernement de chaque Etat non membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les parties à l'un quelconque des instruments qui doivent être amendés par le présent Protocole à appliquer les textes amendés de ces instruments, dès l'entrée en vigueur des amendements, même si elles n'ont pas encore pu devenir parties au présent Protocole.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les Etats parties à la Convention du 30 septembre 1921 pour la répression de la traite des femmes et des enfants ou à la Convention du 11 octobre 1933 pour la répression de la traite des femmes majeures, auxquels le Secrétaire général aura communiqué une copie du présent Protocole.

Article IV

Les Etats pourront devenir parties au présent Protocole:

a) par signature sans réserve d'approbation; ou

b) par acceptation; l'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un istrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

1. Le *présent Protocole entrera en vigueur à la date* à laquelle deux ou plusieurs Etats seront devenus parties audit Protocole.

2. Les amendements contenus dans l'annexe au présent Protocole entreront en vigueur, en ce qui concerne chacune des Conventions, lorsque la majorité des parties à la Convention seront devenues parties au présent Protocole et, en conséquence, tout Etat qui deviendra partie à l'une ou l'autre des Conventions après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur, deviendra partie à la Convention ainsi amendée.

Article VI

Conformément aux dispositions du paragraphe premier *de l'article 102 de la Charte des Nations Unies et* au règlement adopté par l'Assemblée générale pour

l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à chacune des Conventions par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier le Protocole et les Conventions amendées aussitôt que possible après leur enregistrement.

Article VII

Le présent Protocole dont les textes chinois, anglais, français, russe et espagnol font également foi sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné que les Conventions qui seront amendées conformément à l'annexe n'existent qu'en anglais et en français, les textes anglais et français de l'annexe feront également foi, et les textes chinois, russe et espagnol seront des traductions.

Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des Etats parties à la Convention du 30 septembre 1921 pour la répression de la traite des femmes et des enfants ou à la Convention du 11 octobre 1933 pour la répression de la traite des femmes majeures, ainsi qu'à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature respective.

Fait à Lake Success, New-York, le douze novembre mil neuf cent quarante-sept.

Annexe au Protocole amendant la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921, et la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 octobre 1933.

1. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS, OUVERTE À LA SIGNATURE À GENÈVE LE 30 SEPTEMBRE 1921.

Le premier paragraphe de l'article 9 sera rédigé comme suit:

La présente Convention est sujette à ratification. A partir du 1er janvier 1948, les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera la réception aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

L'article 10 sera rédigé comme suit:

Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention.

Il en sera de même pour les Etats non membres auxquels le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en avisera tous les Etats Membres ainsi que les Etats non membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

L'article 12 sera rédigé comme suit:

Tout Etat partie à la présente Convention pourra la dénoncer en donnant un préavis de douze mois.

La dénonciation sera effectuée au moyen d'une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Celui-ci transmettra immédiatement des copies de cette notification, en indiquant la date de réception, à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, et aux Etats non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention. La dénonciation prendra effet un an après la date de notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et ne sera valable que pour l'Etat qui l'aura notifiée.

L'article 13 sera rédigé comme suit:

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tiendra une liste spéciale de toutes les parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être consultée en tout temps par tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou par tout Etat non membre auquel le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention; elle sera publiée aussi souvent que possible, suivant les instructions du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

L'article 14 sera supprimé.

2. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES, SIGNÉE À GENÈVE LE 11 OCTOBRE 1933.

A l'article 4, on substituera les mots Cour internationale de Justice *aux mots* Cour permanente de Justice internationale, *et les mots* au Statut de la Cour internationale de Justice *aux mots* au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour.

L'article 6 sera rédigé comme suit:

La présente Convention sera ratifiée. A partir du 1er janvier 1948, les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention.

L'article 7 sera rédigé comme suit:

Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention. Il en sera de même pour les Etats non membres auxquels le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pourra décider de communiquer officiellement la présent Convention.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt à tous les Etats Membres, ainsi qu'aux Etats non membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

A l'article 9 on substituera aux mots Secrétaire général de la Société des Nations *les mots* Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

A l'article 10 les trois premiers alinéas seront supprimés et le quatrième alinéa sera rédigé comme suit:

Le Secrétaire général communiquera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi

qu'aux Etats non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention, les dénonciations prévues à l'article 9.

Pour l'Afghanistam:
A. HOSAYN AZIZ — 12 novembre 1947

Pour l'Argentine:
JOSE ARCE — 12 novembre 1947

Pour l'Australie:
HERBERT V EVATT — 13 novembre 1947

Pour le Royaume de Belgique:
F. VAN LANGENHOVE — 12 novembre 1947

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:
ad referendum
JOAO CARLOS MUNIZ — 17 marzo 1948

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Pour le Canada:
J. L. ILSLEY — 24 novembre 1947

Pour le Chili:

Pour la Chine:
PENG CHUN CHANG — 12 novembre 1947

Pour la Colombie:

Pour Costa-Rica:

Pour Cuba:

Pour la Tchécoslovaquie:
JAN MASARYK — 12 novembre 1947

Pour le Danemark:
ad referendum
BODIL BEGTRUP — 12 novembre 1947

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Equateur:

Pour l'Egypte:
M. H. HAYKAL *Pasha* — 12 novembre 1947

Pour le Salvador:

Pour l'Ethiopie:

Pour le France:

Pour le Grèce:

Pour le Guatemala:

Pour Haiti:

Pour le Honduras:

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:
M. K. VELLODI — 12 novembre 1947

Pour l'Iran:

Pour l'Irak:

Pour le Liban:
C. GHAMOUN — 12 novembre 1947

Pour le Libéria:

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
sous réserve d'approbation
PIERRE PESCATORE — 12 novembre 1947

Pour le Mexique:
L. PADILLA NERVO — 12 novembre 1947

Pour le Royaume des Pays-Bas:
ad referendum
J. H. VAN ROYEN — 12 novembre 1947

Pour la Nouvelle-Zeland:

Pour le Nicaragua:
ad referendum
G. SEVILLA-SACASSA — 12 novembre 1947

Pour le Royaume de Norvège:
sous réserve de ratification
FINN MOE — 12 novembre 1947

Pour le Pakistan:
ZAFRULLAK KHAN — 12 novembre 1947

Le représentant du Pakistan désire faire savoir que, conformément aux dispositions du paragraphe 4 du *Schedule to the Indian Independance Order*, 1947, le Pakistan se considère Partie à la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921, du fait que l'Inde est devenue Partie à cette Convention avant le 15 août 1947.

Pour le Panama:
R. J. ALFARO — 20 novembre 1947

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

Pour la République des Philippines:

Pour la Pologne:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour le Siam:

Pour la Suède:

Pour la Syrie:
FARIS EL-KHOURI — 17 novembre 1947

Pour la Turquie:
SELIM SARPER — 12 novembre 1947

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

Pour l'Union Sud-Africaine:
H. T ANDREWS — 12 novembre 1947

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
A. GROMYKO — 18 décembre 1947

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Uruguay:

Pour le Venezuela:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:
DR. JOZA VILFAN — 12 novembre 1947

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 luglio 1949, n. 601.

Approvazione dell'accettazione dell'eredità dell'avv. Ezio Solaini effettuata dal Presidente del Consiglio dei Ministri.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 5 giugno 1850, n. 1037;

Visto il verbale 27 novembre 1948, n. 244 di rep., redatto in forma pubblica amministrativa, con il quale il Presidente del Consiglio dei Ministri, nella sua qualità, accettava con il beneficio d'inventario, l'eredità dell'avv. Ezio Solaini, disposta con testamento olografo 31 maggio 1940 e 2° codicillo 5 giugno 1940, a favore dell'allora Capo del Governo;

Considerato che per il perentorio termine fissato dal pretore di Volterra ai sensi dell'art. 481 del Codice civile, non fu possibile provocare la preventiva autorizzazione di cui alla su citata legge 5 giugno 1850, n. 1037;

Ritenuto necessario provvedere alla ratifica dell'accettazione dell'eredità;

Visto il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro per le finanze;

Decreta:

Articolo unico.

E' approvata e ratificata l'accettazione effettuata il 27 novembre 1948, con il beneficio d'inventario, dal Presidente del Consiglio dei Ministri, della eredità disposta in suo favore dall'avv. Ezio Solaini con testamento olografo del 31 maggio 1940, pubblicato il 28 febbraio 1942.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 luglio 1949

EINAUDI

VANONI

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 settembre 1949
Atti del Governo, registro n. 29, foglio n. 118. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° luglio 1949.

Conferma del presidente e del vice presidente dell'Ente autonomo per l'Acquedotto Pugliese, per la durata di quattro anni a decorrere dal 6 luglio 1949.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Visto il decreto luogotenenziale 19 ottobre 1919, numero 2060, istitutivo dell'Ente autonomo per l'Acquedotto Pugliese, modificato e convertito nella legge 23 settembre 1920, n. 1365;

Visto l'art. 1 del regio decreto 9 aprile 1931, n. 334, che reca disposizioni concernenti gli organi di amministrazione dell'Ente autonomo per l'Acquedotto Pugliese;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

L'on. prof. Italo Giulio Caiati e l'avv. Raffaele La Volpe sono confermati, rispettivamente, presidente e vice presidente dell'Ente autonomo per l'Acquedotto Pugliese, per la durata di quattro anni, a decorrere dal 6 luglio 1949.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 1° luglio 1949

EINAUDI

DE GASPERI — TUPINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 agosto 1949
Registro Lavori pubblici n. 13, foglio n. 200

(3605)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 luglio 1949.

Revoca dalla carica di agente di cambio della Borsa valori di Milano.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 23 marzo 1933, registrato alla Corte dei conti il giorno 8 aprile 1933, registro n. 3 Finanze, foglio n. 272, con il quale il signor Aldo Biella fu Antonio venne nominato agente di cambio presso la Borsa valori di Milano;

Considerato che il signor Aldo Biella è stato dichiarato insolvente non avendo fatto fronte ai suoi impegni nella liquidazione di borsa di fine maggio 1949;

Considerato che, per effetto della dichiarazione di insolvenza, è venuto a mancare, nei riguardi del signor Biella, il requisito di cui al n. 3 dell'art. 22 della legge 20 marzo 1913, n. 272;

Visti gli articoli 9, n. 2, della legge 20 marzo 1913, n. 272, e 16 del regio decreto-legge 30 giugno 1932, n. 815;

Viste le lettere: 20 giugno 1949, n. 690, del Comitato direttivo degli agenti di cambio della Borsa valori di Milano, 5 luglio 1949, n. 86, della Deputazione della Borsa predetta e 5 luglio 1949, n. 862, dell'Ispettore superiore del tesoro, delegato alla Borsa di Milano;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Il signor Aldo Biella fu Antonio è revocato dalla carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Milano, con effetto dal 31 maggio 1949.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 28 luglio 1949

EINAUDI

PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 agosto 1949
Registro Tesoro n. 12, foglio n. 114. — AMATO

(3588)

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1949.

Variazioni allo stato di previsione delle entrate e delle spese della Cassa delle ammende per l'esercizio finanziario 1948-49.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Riconosciuta la necessità di apportare alcune variazioni allo stato di previsione delle entrate e delle spese della Cassa delle ammende per l'esercizio finanziario 1948-49, approvato con decreto Ministeriale del 14 aprile 1948;

Visto il decreto interministeriale in data 1° marzo 1949, col quale vennero apportate alcune variazioni allo stato di previsione delle entrate e delle spese della Cassa delle ammende per l'esercizio finanziario 1948-49;

Visto l'art. 4 della legge 9 maggio 1932, n. 547;

Di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

E' approvata l'annessa tabella con la quale sono apportate variazioni allo stato di previsione delle entrate e delle spese della Cassa delle ammende per l'esercizio finanziario 1948-49.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

ENTRATA

In aumento:			
Art. 1. — Multe per rigetto di ricorsi in Cassazione	L.	+	1.125.000
Art. 2. — Versamenti per grazia	»	+	1.240.000
Art. 3. — Sanzioni pecuniarie disciplinari diverse	»	+	275.000
Art. 4. — Fondi detenuti evasi o defunti	»	+	370.000
Art. 5. — Ricavo vendita corpi di reato	»	+	350.000
Totale	L.	+	3.360.000
In diminuzione:			
Art. 6. — Incameramento di cauzioni o depositi	L.	—	90.000
Art. 7. — Interessi su somme in deposito e investite in titoli	»	—	225.000
Totale	L.	—	315.000

PARTITE CHE SI COMPENSANO CON LA SPESA

In aumento:			
Art. 10. — Somme provenienti da depositi provvisori (cauzioni per libertà provvisoria, ecc.)	L.	+	20.500.000

SPESA

In aumento:			
Art. 1. — Assegnazione ai Consigli di Patronato	L.	+	2.989.000
Art. 4. — Restituzione somme introitate per vendita corpi di reato	»	+	96.000
Totale	L.	+	3.085.000
In diminuzione:			
Art. 3. — Spese di ufficio, stampati e cancelleria	L.	—	40.000

PARTITE CHE SI COMPENSANO CON L'ENTRATA

In aumento:			
Art. 9. — Restituzione e incameramento depositi	L.	+	20.500.000

Roma, addì 30 giugno 1949

Il Ministro per la grazia e giustizia
GRASSI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

(3613)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Elenco delle specialità medicinali di cui è stata negata la registrazione con decreti commissariali in data 10 luglio 1949.

Matonyl: Ditta Nassano Vittorio di Voghera;
Matapan: Ditta La Chim. Farm. di Milano;
Malto Haliver con Viosterolo Abbott: Ditta Gaspare Villa di Roma;
Bejectal Abbott: Ditta Gaspare Villa di Roma;
Vitafar B/2: Ditta Archifar di Milano;
Deidrocolabil: Ditta Istit. Farmac. Italiano Torinese (I.F.I.T.) di Torino;
Theovitschial - A: Ditta Istit. Chim. Farm. Torinese Torino;
Iperiodina: Ditta Pollini di Milano;
Sedobebe: Ditta Laborat. Astier di Milano;
Veracolate: Ditta Angiolini di Milano;
Nico Zym: Ditta Soc. Biolog. Italia di Lucca;
Dical D con ferro Abbott: Ditta Gaspare Villa di Roma;
Miscela Cibetta: Ditta Tartaglia di Firenze;
Sciroppo Angelico: Ditta Fatebenefratelli di Milano;
Completon: Ditta Schiapparelli di Torino;
Galattoforo: Ditta Chiesi di Parma;
Balsamo Neofil: Ditta Neofil di Milano;
Calmante Fert: Ditta San Giorgio Sapil di Genova;
Vitazil: Ditta Ripari di Firenze:
Nevrofilina: Ditta A. Dagnino di Genova;
Pluriglandi Extract: Ditta Esterfarm di Milano;
Acido Ascorbico Vitamina C: Ditta Biofarmas di Napoli;
Dolpyc: Ditta Nassano Vittorio di Voghera;
D/2 Medix: Ditta Medix di Milano;
Cor: Ditta Dagnino di Genova;
Pillole Rossi: Ditta Rossi di Viterbo;
Sciroppo Pumilene composto: Ditta Montefarmaco di Milano;
Algophar: Ditta Alphar - Maffioli di Milano;
Estratto di midollo spinale Choay: Ditta S.I.M. di Milano;
Emofer: Ditta Società Stel di Genova.

(3593)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Divieto di caccia e uccellagione nella zona venatoria di Valsecca e Brumano (Bergamo)

Fino al 30 giugno 1950, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Bergamo, della estensione di ettari 400 circa, compresa nei comuni di Valsecca e Brumano, delimitata dai seguenti confini:

ponte sul torrente Sbadolo sulla mulattiera per Rota Imagna-Valsecca nei pressi del molino della Foppa, risale il torrente fino ai Carevi Inferiori indi si stacca dal letto del fiume e, seguendo il sentiero per la Fraccia-Camozzo, prosegue in direzione di cima del Prato e di qui segue il sentiero che porta al passo del Pertus (m. 1186) e sempre seguendo lo spartiacque che delimita il territorio di Valsecca con Erve, Valsecca con Carenno, Valsecca colla provincia di Como, tocca la cima del monte Ocone (m. 1355) la cima delle Camozzere (metri 1452), indi il passo della Passata, si interna sul sentiero per la capanna Monzesi fino al confine di Valsecca con Brumano e di Brumano con Como, risale fino alla forcella della prima punta del monte Serada (catena del Resegone m. 1882), indi scende fino al corne Rosse all'altezza del casello del roccolo Daina e di lì con linea retta nord-sud segue il canalone che divide il comune di Valsecca con Rota Imagna e passando per le Foppette Prabote torna di nuovo al ponte sul fiume Sbadolo.

(3558)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Divieto di caccia e uccellagione nella zona venatoria di Catanzaro e Borgia (Catanzaro)

Fino al 30 giugno 1950 è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Catanzaro, della estensione di ettari 570 circa, compresa nei comuni di Catanzaro e Borgia, delimitata dai seguenti confini:

ponte sul fiume Corace della strada statale della Calabria n. 19 fino al bivio con la strada provinciale per Borgia; strada provinciale per Borgia fino al ponticello Lidonnici; fosso « Suvereto » confine fra le proprietà del dott. Saverio Massara e avv. Gioacchino Passafaro; strada « Varreca » che passa tra i fabbricati di proprietà del marchese Susanna, fondo « Canonicato » e scende fino al fiume Corace del quale raggiunge la sponda destra. Sorpassato il fiume, risale lungo il prospiciente vallone fino a raggiungere la sommità della prospiciente collina per percorrerne poi il crinale fino a raggiungere il valloncello posto a tergo del cimitero di Catanzaro Marina, seguendolo fino alla sponda del fiume Corace, in sinistra. Attraversato il fiume ne segue la sponda destra fino a ricongiungersi nuovamente al ponte della strada statale n. 19.

(3538)

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Fragneto Monforte (Benevento)

Per il periodo 10 agosto 1949-9 agosto 1952, i fondi siti nel comune di Fragneto Monforte (Benevento), della estensione di ettari 700, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

a *nord*: tratturo in confine tra i comuni di Fragneto Monforte e Casalduni;

a *est*: strada provinciale Benevento-Campobasso; tratturo Pietrafitta - Colle Mottola terreni di proprietà di Guglielmucci Angelo fu Pasquale, Cocca Angelo e Maco fu Diadoro tratturo Pietrafitta Colle Mottola - terreni di proprietà di Corbo Luigi fu Gennaro;

a *sud*: torrente Rovente terreni di proprietà di Pica Pasquale fu Feliciantonio;

ad *ovest*: terreni di proprietà di Salomone Giuseppe fu Pellegrino · tratturo in confine tra i comuni di Fragneto Monforte, Casalduni, terreni di proprietà di De Angelis Nicola fu Giovanni - terreni di proprietà di Perugini Giuseppe fu Tommaso e Perugini Nicola fu Pietro - strada provinciale Vitulanese - tratturo in confine tra i comuni di Fragneto Monforte, Casalduni.

(3556)

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Pretoro, Rapino e Guardiagrele (Chieti)

Per il periodo 10 agosto 1949-9 agosto 1952, i fondi siti nei comuni di Pretoro, Rapino e Guardiagrele (Chieti), della estensione di ettari 2080, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

a *nord*: fiume Foro per circa 500 metri dal ponte sulla strada provinciale fino alla confluenza del fossetto a sud di Pretoro, che ha inizio nei pressi della soprastante strada di Passo Lanciano, indi strada provinciale, dal ponte suddetto, fino al ponte sul fosso Sterparo;

ad *est*: strada provinciale dal ponte sul fosso Sterparo a Bocca di Valle (ponte sul fosso La Valle), fosso La Valle dal ponte per una lnghezza a monte di circa 550 metri, fino all'inizio del costone di cui appresso, indi crinale del costone che iniziandosi dal fondo della valle sale alla località Piano delle Mele, colle dei Carpini, valle delle Monache, Sferracavallo, fonte Carlese fino all'incontro della curva di livello a 1300 metri di quota;

a *sud*: bordo meridionale dei pascoli della Maielletta che scendono fino al margine dei boschi sottostanti chiaramente visibile e individuabile e che segue con molta approssimazione la curva di livello alle quote 1300 e 1500 fino al confine interprovinciale con Pescara (comune di Lettomanoppello);

ad *ovest*: confine interprovinciale con Pescara (comune di Lettomanoppello) dalla quota 1500 fino alla strada rotabile Passolanciano-Pretoro e detta rotabile fino all'altezza del fossetto a sud di Pretoro che segna l'inizio del confine nord.

(3557)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 179

CAMBI VALUTARI 50 % (Esportazione)

Cambi di chiusura del 7 settembre 1949

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	575 —	141 —
» Firenze	575 —	141 —
» Genova	575 —	141 —
» Milano	575 —	141 —
» Napoli	575 —	141 —
» Roma	575 —	141,50
» Torino	575 —	141 —
» Trieste	575 —	141 —
» Venezia	575 —	141 —

Media dei titoli del 7 settembre 1949

Rendita 3,50 % 1906	79,05
Id. 3,50 % 1902	74,70
Id. 3 % lordo	52,65
Id. 5 % 1935	100 —
Redimibile 3,50 % 1934	75,475
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	75,70
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,375
Id. 5 % 1936	95,95
Buoni del Tesoro 5 % (15 febbraio 1950)	100 —
Id. 5 % (15 settembre 1950)	100,20
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	100 —
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	99,975
Id. 5 % (15 aprile 1951)	100,575
Id. 4 % (15 settembre 1951)	97,925
Id. 5 % convertiti 1951	100,15

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie mensili ai sensi del decreto legislativo 28 novembre 1947, n. 1347, valide per il mese di settembre 1949:

1 dollaro U.S.A.	L. 575 —
1 franco svizzero	» 141 —

Cambi di compensazione del 7 settembre 1949

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 13,12	per franco belga
Danimarca	» 72,98	» corona danese
Francia	» 1,75	» franco francese
Norvegia (c/nuovo)	» 70,57	» corona norvegese
Spagna (c/globale nuovo e c/B)	» —	» peseta
Svezia (c/speciale)	» —	» corona svedese
Svizzera (c/spese portuali transito e trasferimenti vari)	» 142,50	» franco svizzero

Per la lira sterlina valgono le disposizioni di cui al decreto Ministeriale 27 novembre 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 291 del 15 dicembre 1948).

Ufficio Italiano dei Cambi

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Proroga del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso per esami a due posti di vice agente (gruppo C, grado 12°) nel ruolo del personale civile tecnico del Centro rifornimento quadrupedi, indetto con decreto Ministeriale 20 aprile 1949.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato e successive modificazioni;

Visto il decreto Ministeriale in data 20 aprile 1949, con il quale è stato indetto un concorso per esami a due posti di vice agente nel ruolo del personale civile tecnico del Centro rifornimento quadrupedi (grado 12°, gruppo *C*) pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 137 del 17 giugno 1949;

Ritenuta l'opportunità di prorogare il termine utile per la presentazione delle domande di ammissione a detto concorso;

Decreta:

Il termine utile (16 agosto 1949) per la presentazione delle domande di ammissione al concorso per esami a due posti di vice agente nel ruolo del personale civile tecnico del Centro rifornimento quadrupedi (grado 12°, gruppo *C*) pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 137 del 17 giugno 1949, è prorogato al 30 settembre 1949.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 agosto 1949

Il Ministro: PACCIARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *agosto* 1949
Registro n. 27, *foglio n.* 54

(3626)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Diario delle prove scritte del concorso a settantacinque posti di aiuto ispettore in prova (gruppo B) nel ruolo del personale di vigilanza dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto Ministeriale in data 20 ottobre 1948, numero 24923/203, registrato alla Corte dei conti il 26 novembre 1948, al registro n. 9, foglio n. 6, con il quale è stato indetto un concorso, per titoli ed esami, a settantacinque posti di aiuto ispettore in prova nel ruolo del personale di vigilanza (gruppo *B*) dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Ritenuta la necessità di stabilire il diario delle prove scritte d'esame del concorso di cui trattasi in conformità di quanto disposto all'art. 7 del decreto Ministeriale di bando;

Decreta:

Le prove scritte d'esame del concorso per settantacinque posti di aiuto ispettore in prova nel ruolo del personale di vigilanza (gruppo *B*) dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione, avranno luogo in Roma, nei giorni 12, 13, 14 e 15 ottobre 1949, in corrispondenza dei singoli programmi d'esame sostanzialmente diversi del concorso medesimo.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 10 agosto 1949

Il Ministro: CORBELLINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *agosto* 1949
Registro Bilancio comunicazioni n. 12, *foglio n.* 300.

(3627)

AVVOCATURA GENERALE DELLO STATO

Graduatoria del concorso a undici posti di sostituto avvocato dello Stato di 2ª classe, indetto con decreto 20 ottobre 1948.

L'AVVOCATO GENERALE DELLO STATO

Visto il proprio decreto in data 20 ottobre 1948, con il quale venne bandito un concorso per esami ad undici posti di sostituto avvocato dello Stato di 2ª classe; nonchè il proprio decreto in data 21 gennaio 1949 con il quale fu prorogato il termine per la presentazione delle domande e dei documenti;

Visti i processi verbali della Commissione esaminatrice del concorso;

Visto l'art. 3 del decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 155, in relazione all'art. 30 del regolamento 30 ottobre 1933, n. 1612;

Decreta:

L'avv. Faranda Sebastiano è dichiarato idoneo nel concorso per undici posti a sostituto avvocato dello Stato di 2ª classe, bandito con il citato decreto 20 ottobre 1948, avendo riportato la seguente votazione:

Prove scritte:	
diritto civile teorico	7 3/5
diritto civile pratico	7 4/5
diritto amministrativo	7 3/5
diritto penale	9
Prove orali:	
esame	8
discussione	8
Totale	48

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 5 agosto 1949

L'avvocato generale: SCOCA

Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *agosto* 1949
Registro n. 28, *foglio n.* 358. — DE LIGUORO

(3625)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.